

  
Maire de Vénissieux  
Conseillère Métropolitaine

## DÉCLARATION

### Plan Pauvreté : De bonnes intentions mais pas de réelle ambition face à l'enjeu

Le 20 septembre 2018

« Si l'on commence à jeter des cailloux sur les premiers de cordée c'est toute la cordée qui dégringole » Le message était clair et ne cesse de se traduire dans les actes du Président de la République et de son gouvernement depuis... Les derniers de cordée n'auront que les miettes... et l'on connaît le résultat dans le célèbre conte de Perrault. Le Plan Pauvreté ne permettra pas aux 9 millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté de retrouver le chemin d'une vie digne ! Il ne donnera pas un toit aux 31 000 enfants privés de logement. Il ne réchauffera pas les foyers de tous ceux qui souffrent de précarité énergétique. Il ne sera pas « cet autre côté de la rue » à traverser pour les demandeurs d'emploi.

Chaque jour, en tant que maire, je suis confrontée à l'urgence sociale et à la précarité des familles frappées de plein fouet par une crise économique sans précédent. Je mène depuis 9 ans un combat pour le droit à une vie digne, en prenant des arrêtés interdisant sur le territoire de Vénissieux les expulsions locatives sans relogement, les saisies mobilières, et les coupures d'énergies et d'eau. Je mesure pleinement comment le moindre accident de la vie peut faire basculer dans la précarité. Des familles sont confrontées à des logiques de survie permanentes : se nourrir ou se loger, se soigner ou se chauffer.

De bonnes intentions, la généralisation d'une série de mesures en direction des plus démunis, 8 millions d'euros sur 4 ans ne suffiront pas à répondre à l'ambition affichée d'éradiquer la pauvreté. Surtout que le Plan Pauvreté, dévoilé jeudi 13 septembre, n'aborde ni le logement, ni l'emploi, et donc il ne prévoit pas de s'attaquer à la source du mal mais à ces symptômes. Drôle de thérapie pour éradiquer un fléau... D'autant que pour l'heure, la question du financement reste floue et l'ambition du gouvernement s'appuie une nouvelle fois essentiellement sur les collectivités locales, dont la situation financière est déjà difficile.

Toutes les réformes d'Emmanuel Macron, depuis son élection, sont marquées du sceau du libéralisme. Aucune n'a eu de portée sociale. Et les dégâts pour les plus fragiles, les retraités, les salariés, et une partie des classes moyennes, s'amplifient année après année. Le Plan Pauvreté annonce des moyens supplémentaires, mais les mesures ne concernent que les plus fragiles parmi toutes celles et ceux touchés par les difficultés du quotidien. Dans le même temps, il propose la fusion de certaines aides sociales, devenues la cible favorite d'Emmanuel Macron.

D'après certaines projections, 1.5 million de foyers ne percevrait plus aucune aide et 3.55 millions verraient leurs revenus diminuer. Au risque de voir encore plus de personnes s'engager sur le chemin de la précarité, englouties et broyées par l'ogre de la finance.

Hausse de la CSG, casse du droit du travail, suppression d'emplois aidés, baisse des APL...Des pensions de retraite et des allocations familiales qui **n'augmenteront en 2019 et 2020, que de 0,3% (ne suivant pas l'inflation)**... Attaques sans précédent contre les bailleurs sociaux et les collectivités territoriales... La note est salée pour les plus modestes. Les coups fusent contre notre modèle social, contre les services publics garants du principe de continuité et d'équité territoriales. Le pacte Républicain se fissure sous les assauts incessants de l'austérité et le Plan pauvreté n'est malheureusement pas à la hauteur des dégâts causés !

Michèle Picard